

L'offre
Autobahn pour tous

L'ingénierie allemande. À partir de seulement 17 240 \$*.



0\$ PREMIÈRE +
MENSUALITÉ

PASSAT 2012

Louez à partir de

299\$ par mois pour 48 mois*
ou achetez à partir de 25 440 \$*

**VOLKSWAGEN
GABRIEL**

210 Route 132
Saint-Constant
www.vw.gabriel.ca
(450) 692-7777

**VOLKSWAGEN
PRESTIGE**

925, Boul. Marcel Laurin
Saint-Laurent
www.vwprestige.com
(514) 744-7777



Modèle montré à titre indicatif seulement. *Le PDSF du modèle Passat 2012 de 2,5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses est de 25 440 \$ (frais de transport et inspection du prélevement de 1 365 \$, taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur, si applicable, inclus). Assurance, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ ou RDP&M, droits, options et taxes applicables en sus. La concessionnaire peut vendre à prix moindre. **Cette offre de location d'une durée limitée et sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est basée sur le modèle Passat 2012 de 2,5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses. Frais de transport et inspection du prélevement de 1 365 \$, taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur, si applicable, inclus dans le paiement mensuel. Acceptor de 1 250 \$ ou décharge équivalent, dépôt de sécurité de 350 \$ et première mensualité requise au moment de la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 54 000 km en sus. Assurance, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ ou RDP&M, droits, options et taxes applicables en sus. Première mensualité gratuite offerte avec une location de 48 mois sur approbation de crédit de Volkswagen Finance pour certains modèles Passat 2012 neufs et non immatriculés (modèles TDI Diesel propre exclus) jusqu'à concurrence de 500 \$ (taxes exclus). PDSF du modèle de base 25 440 \$. La concessionnaire peut louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011 et peuvent être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. Visitez Volkswagen Gabriel ou Volkswagen Prestige pour les détails.

1% DE TVQ

ÉVITEZ TVQ!
l'augmentation de la

Profitez de nos offres de fin d'année
et faites-vous un cadeau de 1% !

En achetant votre nouveau véhicule avant le 31 décembre 2011,
vous évitez la hausse de TVQ.
Consultez les adresses des concessionnaires
du Groupe Gabriel sur cette page.

UN GRAND CHOIX DE MARQUES DE QUALITÉ TOUT PRÈS DE VOUS.

PORSCHE Prestige

3535, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) **356.7777**
www.porscheprestige.com

AUDI Prestige

5905, autoroute Transcanadienne,
St-Laurent, (514) **364.7777**
www.audiprestige.com

AUDI Prestige D.D.O.

4600A boul. St-Jean,
D.D.O., (514) **426.7777**
www.audiprestige.com

LEXUS Gabriel

3303, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) **747.7777**
www.lexusgabriel.com

LEXUS Prestige

5770, boul. Taschereau,
Brossard, (450) **923.7777**
www.lexusprestige.com

VOLKSWAGEN Gabriel

210, Route 132,
St-Constant, (450) **692.7777**
www.vw.gabriel.ca

VOLKSWAGEN Prestige

925, boul. Marcel-Laurin,
St-Laurent, (514) **744.7777**
www.vwprestige.com

ACURA Gabriel

4648, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) **696.7777**
www.acuragabriel.com

LINCOLN Gabriel

7100, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) **487.7777**
www.fordlincolngabriel.com

HONDA Gabriel

7000, boul. Henri-Bourassa Est,
Montréal, (514) **327.7777**
www.hondagabriel.com

MAZDA Gabriel

5333, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) **484.7777**
www.mazdagabriel.com

MAZDA Président

7050, boul. Henri-Bourassa Est,
Anjou, (514) **328.7777**
www.mazdapresident.com

NISSAN Gabriel

7010, boul. Henri-Bourassa,
Anjou, (514) **324.7777**
www.nissangabriel.com

NISSAN Gabriel P.A.T.

12260, rue Sherbrooke Est,
P.A.T. (514) **645.7777**
www.nissanpat.com

NISSAN Prestige

4777, rue d'Iberville,
Montréal, (514) **254.7777**
www.nissanprestige.com

TOYOTA Gabriel

3333, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) **748.7777**
www.gabriel.toyota.ca

TOYOTA Président

1920, rue Ste-Catherine Ouest,
Montréal, (514) **937.7777**
www.president.toyota.ca

MITSUBISHI Gabriel

4550, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) **695.7777**
www.mitsubishigabriel.com

MITSUBISHI Prestige

7050, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) **483.7777**
www.mitsubishiprestige.com

FORD Gabriel

7100, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) **487.7777**
www.fordlincolngabriel.com

SCION Gabriel

3333, chemin Côte-de-Liesse,
St-Laurent, (514) **256.7777**
www.sciongabriel.com

SCION Président

1920, rue Ste-Catherine Ouest,
Montréal, (514) **933.7777**
www.scionpresident.com

HYUNDAI Gabriel

7020, boul. Henri-Bourassa Est,
Anjou, (514) **329.7777**
www.hyundaugabriel.com

HYUNDAI Prestige

6435, rue St-Jacques Ouest,
Montréal, (514) **252.7777**
www.hyundaiprestige.com

HYUNDAI Président

4600B, boul. St-Jean,
D.D.O., (514) **624.7777**
www.hyundairesident.com

Visitez gabriel.ca pour découvrir les
concessionnaires Gabriel, Prestige ou Président
ou encore sous  GroupeGabriel

WWW.GABRIEL.CA

HONDA GABRIEL



CIVIC DX 2012

EN LOCATION
48 MOIS **192\$***/MOIS
0\$ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

EN PRIME
Carte d'essence
1000\$**

CRV LX 2WD 2011

EN LOCATION
60 MOIS **325\$***/MOIS
0\$ COMPTANT
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



HONDA

**Honda
GABRIEL**

7000, Henri Bourassa Est
Montréal, Québec

(514) 327-7777
www.hondagabriel.com

L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur le Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FE2ZC6X) et sur le CRV LX 2011 traction avant neuf (modèle RE3H3BEY). Franchise de kilométrage de 96 000 km/120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 395\$/1 590\$ et taxes sur le climatiseur de 0\$/100\$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 16 395 \$/27 980 \$, transport et préparation inclus. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. La concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et valables sur les véhicules en commande seulement. **La carte d'essence de 1 000 \$ est applicable à l'achat ou à la location d'un Civic 2012 nouveau livré avant le 3 janvier 2012. Photos à titre indicatif seulement. Consultez Honda Gabriel pour plus de détails.

ACTUALITÉS



À surveiller ou à oublier en 2012



CHANTAL HÉBERT

François Legault s'est installé en première place dans les sondages sur les intentions de vote en 2011. Sa popularité a survécu à la première phase de la transition de son mouvement en parti politique. Sa CAQ n'a finalement fait qu'une bouchée de l'Action démocratique. Il arrive en tête de liste des personnages auxquels la classe politique canadienne — toutes langues confondues — va s'intéresser en 2012.

Jean Charest est le doyen des premiers ministres. Exception faite de Stéphane Dion, il est le politicien québécois (encore actif) le plus connu au Canada. A Ottawa comme dans les autres capitales provinciales, les paris sont ouverts quant à savoir s'il tirera son épingle du jeu d'une autre campagne électorale. A la veille de grandes manœuvres sur le financement des programmes sociaux, son sort, dans un sens ou dans l'autre, aura un impact important sur la dynamique fédérale-provinciale.

François Legault est celui que la classe politique canadienne observera le plus en 2012

Thomas Mulcair a été l'un des principaux architectes de la victoire néodémocrate québécoise le 2 mai dernier. Depuis qu'il passe ses semaines à faire campagne pour le leadership dans le Canada profond, le NPD perd du galon au Québec. Mal aimé de l'establishment néodémocrate comme des alliés syndicaux de cette formation, il est néanmoins le seul des neuf candidats qui n'aurait pas besoin, s'il était élu chef, soit 1) d'un siège, 2) d'un cours de français, 3) d'une carte pour se retrouver au Québec, 4) d'un manuel d'instruction pour diriger un parti à la période des questions. On verra s'il réussira à garder son tout nouveau sourire au fil des péripéties que lui réserve 2012.

Bob Rae vient de vivre sa meilleure période politique depuis qu'il a mené le NPD au pouvoir en Ontario en 1990. Mais cela fait également du chef intérimaire du PLC l'homme à battre par ceux des libéraux qui ne voudraient pas voir un transfuge, qui leur a déjà fait perdre le pouvoir à Queen's Park, s'installer en permanence à la direction du parti. Avec un congrès au leadership prévu en 2013, l'année qui va commencer sera celle des grandes décisions pour un politicien (64 ans) qui frise l'âge auquel ses concitoyens prennent normalement leur retraite.

Dalton McGuinty a déjoué bien des prédictions en réussissant à obtenir un troisième mandat en Ontario l'automne dernier. En 2012, il en aura plein les bras à tenter de redresser les finances publiques de sa province tout en assurant la survie d'un gouvernement minoritaire. Mais il devra également continuer de résister aux pressions des nombreux libéraux fédéraux qui le voient comme le seul candidat capable de doubler Bob Rae sur la route du leadership.

Justin Trudeau a fait œuvre utile en 2011 en s'excluant d'emblée de la prochaine course libérale. Selon lui, le PLC ne peut se permettre de se soustraire à un examen de conscience en se repliant sur un autre présumé messie. On verra en 2012 s'il gardera le cap sur cette bonne résolution, malgré les appels du pied des éternels nostalgiques de sa formation et des paparazzis parlementaires en manque chronique de bonne copie.

Daniel Paillé n'est pas pressé d'aller diriger le Bloc québécois aux Communes. Il a écarté l'hypothèse de demander à un de ses quatre députés de lui céder son comté. Il n'est pas enthousiaste non plus à l'idée de se mettre sur les rangs si une circonscription francophone néodémocrate devait devenir vacante. On peut croire qu'il espère vraiment passer l'année 2012 à l'extérieur du Parlement fédéral. Mais si le PQ est défait aux prochaines élections, qu'ira-t-il faire à Ottawa maintenant qu'il a redéfini la vocation du Bloc en fonction de la réalisation de la souveraineté, plutôt que de la défense des intérêts du Québec?

Denis Coderre a déjà pris beaucoup de place aux Communes et dans son parti, mais c'était avant qu'il ne rende avec fracas son tablier de lieutenant québécois à Michael Ignatieff. Depuis la rentrée parlementaire, il a surtout l'air de se morfondre sur les banquettes de la deuxième opposition. À Ottawa, personne ne serait surpris s'il tirait sa révérence de la scène fédérale pour se consacrer à d'autres défis avant la fin de 2012.

Maxime Bernier avait prévenu ceux qui suivaient son blogue que son contenu allait devenir «un peu différent» dans la foulée de son retour au cabinet. Son dernier billet remonte au mois d'août et il se résume à la transcription d'un discours prononcé aux Communes. Pour le reste, on a surtout vu M. Bernier dans un rôle de soutien aux côtés de collègues ministres moins bilingues mais plus importants. Il faut vraiment que la route entre la Beauce et Ottawa soit monotone pour qu'un mouton noir se transforme en mouton tout court pour recommencer à la parcourir en limousine.

Joyceuses Fêtes, on se reparle en 2012!

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star

Vague de départs en vue au PLQ

Plusieurs députés et ministres songent à ne pas solliciter un autre mandat

JOCELYNE RICHER

Québec — Jean Charest pourrait bien se présenter devant les électeurs entouré d'une équipe passablement renouvelée lors du prochain scrutin, car plusieurs députés et ministres songent à ne pas solliciter un nouveau mandat, selon ce qu'a appris La Presse canadienne de diverses sources.

Pour certains, il ne fait pas de doute que la «*réflexion*» entamée ces derniers temps n'est pas étrangère à l'extraordinaire popularité de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ), de François Legault, dans les sondages, une menace claire pour leur réélection et celle du gouvernement.

Pour d'autres, cela n'a rien à voir, la décision ayant mûri depuis un temps. On invoquera plutôt des raisons personnelles, l'âge ou l'envie de passer à autre chose.

Au conseil des ministres, personne n'a encore annoncé officiellement sa décision de ne pas se porter candidat aux prochaines élections, mais quelques-uns ont déjà envoyé des signaux à leur entourage, aux collègues ou au Parti libéral du Québec (PLQ), indiquant qu'ils songeaient à tirer leur révérence.

Parmi eux: Monique Gagnon-Tremblay (Relations internationales), Raymond Bachand (Finances), Norman MacMillan (ministre délégué aux Transports), Michelle Courchesne (Conseil du trésor), Julie Boulet (Emploi et Solidarité sociale) et Yvon Vallières (Affaires intergouvernementales).

Dans le cas de Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), une septuagénnaire, elle s'était déjà fait tirer l'oreille en 2008: le parti avait estimé que c'était sa seule chance de garder le comté, qui a failli passer au Parti québécois représenté par le Dr Réjean Hébert, demeuré actif au parti.

Certains ont de longs états de service: Yvon Vallières (Richmond), 62 ans, qui a déjà neuf mandats

derrière la cravate, a confié à des proches avoir choisi de se retirer en douce à la fin de son mandat.

Pression pour décider

En prévision d'un éventuel scrutin printanier, l'organisation du PLQ a enclenché le processus des assemblées d'investiture des candidats dans les 125 circonscriptions et accélérera la cadence après les Fêtes. Le parti accroît la pression sur les députés et ministres pour décider très bientôt si, oui ou non, ils comptent porter les couleurs du parti aux prochaines élections, que le premier ministre pourrait déclencher dès ce printemps.

Avec le départ, vendredi, de David Whissell, qui préfère retrouver le monde des affaires, le parti doit déjà trouver un candidat dans Argenteuil pour une éventuelle élection complémentaire. Chez d'autres députés libéraux, l'âge ou les désillusions auront eu raison de leur dévouement.

Yvon Marcoux (Vaudreuil), qui a été ministre de la Justice de 2005 à 2007 avant de retourner sur les banquettes arrière, a fini par se lasser de croire aux promesses qu'il y retournerait un jour. A 70 ans, il n'attend que le déclenchement du scrutin pour annoncer son départ.

Comme M. Marcoux, plusieurs députés libéraux ont atteint l'âge de la retraite (huit ont plus de 65 ans), un facteur qui pourrait entrer en ligne de compte avant la sollicitation d'un nouveau mandat de quatre ou cinq ans: Lawrence Bergman (D'Arcy-McGee) a 71 ans, Jean-Paul Diamond (Maskinongé), 71 ans, Charlotte L'Ecuyer (Pontiac), 68 ans, Henri-François Gauthier (Verdun), 68 ans, Norbert Morin (Montmagny-Lislet), 66 ans, et Michel Pigeon (Charlesbourg), 66 ans.

Dans le caucus libéral, la nervosité monte d'un cran après la publication de chaque nouveau son-

dage. Certains attendent de voir si la CAQ va continuer à se maintenir au sommet avant de prendre leur décision. «*On attend de voir les chiffres*» des prochains sondages, dira un député inquiet.

Chose certaine, si le taux d'insatisfaction de la population envers le gouvernement demeure aussi élevé et que l'appui à la CAQ se maintient au-dessus de 40 % chez les francophones, plus aucun comté n'est sûr pour les libéraux, à part ceux de l'ouest de l'île de Montréal.

«*Avec un taux d'insatisfaction à 75 %, c'est l'abattoir assuré*», confie un député libéral qui craint pour sa réélection et qui n'a pas encore pris sa décision.

C'est particulièrement le cas dans la région de Québec, où le parti de François Legault semble constituer une menace réelle: le dernier sondage CROP-*Le Soleil-La Presse*, rendu public vendredi, donne 54 % d'appuis à la CAQ dans la capitale. C'est là que son message passe le mieux. Un balayage en règle de toute la région n'est plus exclu. À l'heure actuelle, presque tous les sièges de Québec appartiennent aux libéraux, sauf Taschereau (Agnès Maltais, PQ) et Chauveau (Gérard Deltell, ADQ).

Quand même, le ministre de la Santé, Yves Bolduc (Jean-Talon), de même que la ministre de la Famille, Yolande James (Nelligan), font partie de ceux qui ont déjà annoncé leurs couleurs: ils seront candidats.

Un autre facteur qui pourra influencer les décisions des élus sera le redécoupage de la carte électorale, qui modifie les contours de la plupart des circonscriptions de manière à tenir compte des mouvements de population. De plus, trois circonscriptions s'ajoutent et trois autres disparaissent.

La Presse canadienne



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Des bénévoles chez Jeunesse au soleil procédaient hier à la distribution de paniers de Noël.

Les paniers de Noël prennent le chemin des chaumières

MÉLISSA GUILLEMETTE

Le tri et la distribution des paniers de Noël et des cadeaux aux plus démunis ont démarré cette fin de semaine, à Montréal. Les denrées récoltées grâce à la grande guignolée des médias seront données à des milliers de familles jusqu'à samedi.

Cette semaine, l'organisme Jeunesse au soleil viendra en aide à 18 000 personnes grâce aux dons reçus via la guignolée des médias et aussi à ceux amassés par ses propres activités. Plus de 2000 bénévoles préparent et distribuent les récoltes depuis hier.

Chez la banque alimentaire Moisson Montréal, les bénévoles ont trié 25 000 kilogrammes de denrées samedi, qui serviront à remplir 15 000 paniers de provisions et à concocter 35 000 repas.

Le directeur des services d'urgence de Jeunesse au soleil, Tommy Kulczyk, rappelle l'importance de l'aide alimentaire. «*Le premier geste qu'on pose, que ce soit auprès d'une victime d'un incendie ou*

d'un jeune référé par un centre jeunesse, c'est, 95 % du temps, une aide alimentaire.»

Autant Moisson Montréal que Jeunesse au soleil continueront de recueillir des dons jusqu'à samedi.

L'équipe des deux centres de pédiatrie sociale du Dr Gilles Julien a pour sa part amassé 508 000 \$ samedi, lors de sa 9^e guignolée, une somme qui permettra aux centres de continuer à venir en aide aux enfants les plus vulnérables. La récolte de dons, dans les quartiers Hochelaga-Maisonneuve et Côte-des-Neiges, a ainsi été aussi bonne que celle de 2010, à un millier de dollars près.

Le pédiatre remarque que son travail est de plus en plus connu de la population. «*J'ai rencontré beaucoup de monde [samedi] et on sent que les gens ont confiance en nous*», a dit le Dr Julien.

Les dons recueillis lors de la guignolée annuelle représentent un sixième du financement des activités de l'équipe du Dr Julien.

Le Devoir

EN BREF

Banque nationale: appel au boycottage

Des groupes nationalistes demandent aux Québécois de boycotter la Banque nationale du Canada, en raison de ses politiques linguistiques. Mario Beaulieu, président de la Société Saint-Jean-Baptiste, reconnaît qu'il s'agit d'une des seules banques fondées dans la province. Mais les francophones ne devraient pas appuyer aveuglément les entre-

prises québécoises lorsqu'elles délaissent la langue de Molière, indique-t-il. M. Beaulieu reproche à la Banque nationale de ne pas avoir pris de mesures fortes pour s'assurer que les réunions de travail entre employés se tiennent en français. La Société Saint-Jean-Baptiste demande aux clients de la banque de transférer leur hypothèque ailleurs et de fermer leur compte. Mario Beaulieu affirme que des clients sont déjà passés à l'action et qu'il s'attend à ce que de nom-

breux francophones fassent de même. Les banques ne sont pas soumises à la loi 101. Le Conseil du patronat a répliqué en affirmant que M. Beaulieu «*dépasse les bornes et fait preuve d'un manque de jugement déplorable*». Le conseil critique la montée d'un «*extrémisme irresponsable sur la question linguistique de la part de quelques fanatiques cherchant à miner certaines entreprises québécoises*» qui aident pourtant la province à prospérer. — *La Presse canadienne*

Selon la Ligue des contribuables

Les députés démissionnaires coûtent cher au Trésor québécois

LISE MILLETTE

Les députés démissionnaires de l'Assemblée nationale coûtent cher aux Québécois, selon la Ligue des contribuables du Québec.

Depuis les dernières élections générales provinciales en 2008, sept députés ont quitté leurs fonctions, et la facture associée à ces départs dépasse les cinq millions de dollars.

La Ligue des contribuables a étalé ces chiffres à la suite de la démission du député libéral d'Argenteuil, David Whissell, qui, la semaine dernière, a renoncé à son poste pour reprendre ses activités d'entrepreneur.

L'indemnité de départ consentie à M. Whissell n'a pas été rendue publique, mais la Ligue des contribuables l'évalue à un peu plus de 100 000 \$.

La ronde des départs a touché tous les principaux partis provinciaux. Parmi les démissionnaires, on retrouve l'ancien chef adéquiste Mario Dumont, les péquistes François Legault et Camil Bouchard, ainsi que les anciens ministres libéraux Monique Jérôme-Forget, Jacques Dupuis, Nathalie Normandeau et, bien sûr, David Whissell.

Jusqu'ici, la tenue d'élections partielles pour remplacer ces démissionnaires a coûté pas moins de 4,2 millions, et, si on ajoute leurs indemnités de départ ou leurs allocations de transition, le montant dépasse les cinq millions.

La Ligue est outrée

La Ligue des contribuables du Québec s'insurge contre cette façon de faire. Claire Joly, directrice générale de la Ligue, estime que ceux qui ne terminent pas leur mandat ne méritent pas de si généreuses indemnités.

«*Le simple citoyen qui quitte volontairement son emploi n'a pas le droit à l'assurance chômage. C'est un genre d'indemnité qu'on ne voit que rarement dans le secteur privé, mais de plus en plus dans le secteur public*», explique Claire Joly.

La Ligue reprend par ailleurs un élément du programme adéquiste, qui prônait l'abolition de cette allocation de départ. En attendant que la chose se concrétise par force de loi ou par décret, Claire Joly aimerait que les députés qui renoncent à leur poste refusent tout boni pour un travail non accompli. «*Tout démissionnaire brise le contrat tacite qui existait entre lui et ses électeurs. Nous demandons à M. Whissell de donner l'exemple et de renoncer volontairement à son allocation de transition*», soutient Mme Joly.

La Ligue des contribuables du Québec ajoute que, si le salaire des députés est à ce point insuffisant, il faudrait peut-être considérer l'option d'augmenter leurs revenus. «*Il n'y a aucune raison pour que les députés se donnent des primes dont le montant est tenu secret. C'est une question de transparence*», dénonce Mme Joly.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Vidéos sur le pétrole dans le Saint-Laurent

Québec jette 30 000 \$ à l'eau

ALEXANDRE SHIELDS

Le ministère des Ressources naturelles du Québec a dépensé 30 000 \$ pour faire produire des capsules vidéo d'animation présentant une vision pour le moins optimiste de ce que devrait être l'exploitation pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent. Ces vidéos, qui devaient servir à démontrer que les forages en mer seront tout à fait sécuritaires, n'ont finalement jamais été utilisées.

Selon des informations obtenues par *Le Devoir* en vertu de la Loi d'accès à l'information, le ministère a en fait déboursé 30 750 \$ pour la production de cinq capsules d'environ trois minutes, qui présentent chacune des étapes de l'exploration et de l'exploitation pétrolière en milieu marin. Les factures envoyées au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) indiquent que les «capsules de vulgarisation» ont été livrées au gouvernement en octobre 2010.

Les cinq capsules vidéos n'auront jamais été utilisées

La première facture est datée de mars 2010, soit au moment où Genivar amorçait les travaux de l'évaluation environnementale stratégique (EES) sur le golfe du Saint-Laurent. Les vidéos en question devaient d'ailleurs être présentées en guise d'introduction lors des «ateliers de partage d'information avec les organismes du milieu», mis sur pied par la firme d'ingénierie dans le cadre de l'EES. Elles auraient également pu être diffusées lors des «séances publiques d'information ouvertes à tous» qui se sont tenues dans les collectivités «concernées» au cours de l'automne.

Mais, le jour même où *Le Devoir* a dévoilé le contenu de ces capsules, le MRNF a décidé de ne pas les utiliser et les a retirées de son site web, le lendemain de leur mise en ligne. Selon ce qu'a affirmé l'attachée de presse de Clément Gignac, le ministre n'avait pas «approuvé» les vidéos.

Deux de celles-ci sont néanmoins disponibles dans le site du *Devoir*. Sur fond d'images où les teintes de bleu ciel dominent, avec une voix féminine posée, une de ces capsules nous présente les différents types d'équipements — notamment les plates-formes de forage — utilisés dans le cadre de l'exploitation de sources d'énergie fos-

siles en milieu marin. Les plates-formes utilisées pour des profondeurs de 100 à 1000 mètres sont dites «semi-submersibles», souligne la narratrice, tandis qu'on voit le dessin d'une plate-forme toute blanche et que passe, en arrière-plan, un bateau de pêche. Des chants d'oiseaux marins et des bruits de vagues servent de douce trame sonore à ce tableau où le bleu et le blanc dominent. D'autres oiseaux volent autour de la pointe de la tour de forage de la plate-forme.

«Une fois l'exploitation terminée, le site est restauré en respectant toutes les règles qui permettent d'assurer la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement», explique par la suite la voix hors champ. Le puits semble scellé comme par magie, en accéléré. «Lors de la restauration des sites de production, ajoutez-on, les équipements sont retirés, les installations démantelées et souvent recyclées. Et les puits sont fermés de façon définitive afin d'empêcher toute fuite.» C'est la seule fois où le mot «fuite» est mentionné dans le vidéo, qui se termine alors qu'apparaît le logo du gouvernement du Québec.

Le gouvernement Charest n'a jamais caché qu'il souhaitait voir un jour cette industrie lourde s'implanter dans les eaux du Saint-Laurent. Mais le rapport préliminaire produit par la firme Genivar a mis en lumière d'importantes «carences» dans les connaissances relatives au golfe du Saint-Laurent, notamment sur les effets qu'aurait une marée noire et sur les moyens d'y faire face.

Par ailleurs, l'entreprise qui a produit ces capsules a également réalisé une «conception multimédia», projetée sur un écran géant de 20 mètres de largeur lors du lancement du Plan Nord du gouvernement Charest, en mai dernier. Dans la vidéo présentant le vaste projet de développement industriel du Nord québécois, on voit notamment défiler un troupeau de caribous, une baleine qui plonge, des rivières majestueuses et des autochtones tout sourire, tandis que s'affichent quelques-uns des mots-clés du plan des libéraux: «vision», «innovation», «immensité» et «générations futures».

Le Devoir



Une trentaine de manifestants étaient réunis hier devant le Complexe Guy-Favreau, à Montréal.

Les politiques d'Immigration Canada à l'endroit de Mexicains dénoncées

FRÉDÉRIQUE DOYON

«Lucha, lucha, lucha» [lutte, lutte, lutte], «Papeles para todos y todas» [Des papiers pour tous et toutes], scandaient hier les quelques dizaines de militants réunis sous la bannière de l'organisme Mexicains unis pour la régularisation (MUR), devant le Complexe Guy-Favreau à Montréal. Ils profitaient de la Journée internationale des migrants pour réclamer l'arrêt des expulsions et la régularisation du statut migratoire de tous les Mexicain(e)s vivant au Québec.

«Nous demandons que l'Immigration change ses critères pour juger les Mexicains», a déclaré au *Devoir* Alfredo, travailleur migrant qui tente depuis trois ans de faire venir sa famille pour échapper à la violence quotidienne découlant de la guerre contre les narco-trafiquants menée par le gouvernement mexicain.

«La situation au Mexique est très grave», ajoute Oscar Carrillo, porte-parole de MUR. Les manifestants dénoncent l'hypocrisie d'Ottawa qui, d'un côté, expulse les sans-papiers en ar-

guant l'absence de danger au Mexique et qui, de l'autre, met en garde ses propres citoyens voyageurs contre «le niveau élevé de criminalité» qui y sévit. Le ministère des Affaires étrangères conseille même d'«éviter tout voyage non essentiel» le long de la frontière mexicano-américaine «en raison du niveau élevé de la violence liée au crime organisé».

Demande d'asile

«Neuf Mexicains sur dix se font refuser leur demande d'asile», indique Oscar Carrillo, porte-parole de MUR. Ces chiffres remontent en fait à 2008, alors que les Mexicains représentaient le quart des demandeurs d'asile au Canada. Immigration Canada a alors imposé l'obtention d'un visa d'entrée à tous les ressortissants du Mexique, en 2009. Le ministre Jason Kenney voulait freiner les demandes d'asile, qui avaient triplé depuis 2005, jugeant qu'elles nuisaient à ceux qui fuient vraiment les persécutions.

MUR, fondé il y a quelques semaines, estime que le Canada viole les droits des migrants

en imposant ce visa et en expulsant ceux-ci, alors qu'ils subissent les dommages collatéraux de la guerre contre la drogue.

Cette guerre menée par le gouvernement de Felipe Calderón a fait plus de 45 000 morts depuis 2006, selon Human Rights Watch (HRW). La population se retrouve victime à la fois des trafiquants et de la répression des forces de l'ordre. Souvent corrompues, l'armée et la police, déployées partout dans le pays afin de protéger la population, multiplient plutôt les meurtres, viols et autres abus, concluait HRW dans un rapport publié en novembre.

«Le Mexique est en train de devenir une deuxième Colombie», souligne M. Carrillo.

Dernier cas d'expulsion médiatisé, Paola Ortiz, installée au Canada depuis six ans avec ses deux enfants, a été déportée dans son pays d'origine en septembre. Elle avait fait une demande d'asile pour échapper aux sévices de son conjoint, officier de la police fédérale mexicaine.

Le Devoir

Vers des transferts fédéraux en santé plus maigres?

Ottawa — Le ministre des Finances, Jim Flaherty, devait présenter hier soir à ses homologues des provinces et des territoires une version allégée du financement des soins de santé et de la réforme du régime de retraite.

Plus tôt cette semaine, des rumeurs voulant qu'Ottawa ait l'intention de plafonner la bonification des transferts fédéraux pour le financement des programmes de soins de santé à la croissance économique, une croissance qui ne serait pas ajustée à l'inflation, avaient soulevé un vent de panique chez les gouvernements provinciaux.

Ottawa a l'obligation, pour l'instant, de hausser les transferts de santé de 6 % jusqu'en 2016, alors que le PIB réel devrait augmenter d'environ 2 % seulement.

Des sources provinciales ont indiqué que le gouvernement fédéral avait depuis fait savoir que son objectif était de faire équivaloir ces transferts à la croissance nominale et ajustée à l'inflation, estimée à quelque 4,5 %.

Un commentaire du premier ministre Stephen Harper, distribué par des responsables fédéraux dans le passé, avait laissé croire que la corrélation recherchée pourrait être en lien avec les recettes gouvernementales, qui devraient augmenter d'environ 5 %.

Front commun

Des représentants de quatre provinces ont toutefois affirmé à *La Presse canadienne* qu'elles feraient front commun pour exiger, dans le nouvel accord sur les soins de santé prévu en 2014, le maintien de la formule actuelle, qui prévoit une hausse stable de 6 %.

Interrogé à ce chapitre vendredi, le premier ministre n'a pas voulu se mouiller. Il a souligné que les transferts pour la santé avaient augmenté, sous son gouvernement, de 19 à 27 milliards par année.

La Presse canadienne

EN BREF

Des immeubles fédéraux en mauvais état

Ottawa — Une analyse de la liste de l'important parc immobilier fédéral, faite par *La Presse canadienne*, a permis de constater que des milliers de biens immobiliers sont inscrits comme en mauvaise condition, parfois même dans un état jugé critique. Parmi les immeubles en mauvais état figurent les édifices du Parlement, le Musée des sciences et de la technolo-

gie du Canada, le Laboratoire de lutte contre la maladie qui appartient à l'Agence de la santé publique du Canada, ainsi que le quartier général du fisc. Des milliers d'édifices de moindre importance, tels que des entrepôts, des phares et des locaux éloignés de la GRC, figurent également sur cette liste. Le Répertoire des biens immobiliers fédéraux permet d'apprendre que le gouvernement possède ou loue plus de 31 000 biens immobiliers. Près de 90 % d'entre eux appartiennent à Ottawa et quelque 13 % d'entre eux se trouvent dans une condition

faible ou critique, 50 % sont dans un état moyen et le tiers sont en bon état. — *La Presse canadienne*

Sécurité renforcée à l'étranger

Ottawa — Le ministère fédéral des Affaires étrangères projette de consacrer jusqu'à cinq millions de dollars, l'an prochain, à une analyse des menaces qui pourraient peser sur les ambassades et les missions diplomatiques du Canada à l'étranger. Le ministère a publié un avis afin de recevoir les offres des firmes de renseignement sur la sécurité qui seraient intéressées à lui dresser un tableau des menaces — terrorisme, instabilité, désastres naturels et autres — auxquelles pourrait faire face son corps diplomatique dans 174 pays, dont 46 villes importantes. Malgré l'étendue de

la tâche, cette évaluation des menaces coûtera une modeste somme de un à cinq millions, selon cet avis récemment publié par Ottawa. — *La Presse canadienne*

Des publicités sur l'abolition du registre des armes

Les troupes de Stephen Harper se vantent d'avoir aboli le registre des armes d'épaule, dans une nouvelle campagne de publicités radiophoniques lancée hier. Le registre n'est pas encore officiellement supprimé, mais le Parti conservateur n'hésite pas à faire connaître sa décision. Les publicités mettent en vedette un couple qui se réjouit, sur un ton se voulant populaire, de l'abolition du registre des armes d'épaule. — *La Presse canadienne*

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX

LE DEVOIR

SERVICE À LA CLIENTÈLE

HORAIRE DU TEMPS DES FÊTES

VENDREDI 23 DÉCEMBRE :	OUVERT DE 7H30 À 16H30
LUNDI 26 DÉCEMBRE :	FERMÉ
MARDI 27 DÉCEMBRE :	FERMÉ
MERCREDI 28 DÉCEMBRE :	OUVERT DE 7H30 À 16H30
JEUDI 29 DÉCEMBRE :	OUVERT DE 7H30 À 16H30
VENDREDI 30 DÉCEMBRE :	OUVERT DE 7H30 À 16H30
LUNDI 2 JANVIER :	FERMÉ
MARDI 3 JANVIER :	FERMÉ

PUBLICATION

AUCUNE PUBLICATION LE LUNDI 26 DÉC. AINSI QUE LE MARDI 27 DÉC.
AUCUNE PUBLICATION LE LUNDI 2 JAN. AINSI QUE LE MARDI 3 JAN.

Résultats des tirages du : 2011-12-17

649	03 05 24 27 38 46	42 compl.	Quebec 49	17 26 31 37 44 47	42 compl.
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$			Extra 7421264		

Résultats des tirages du : 2011-12-16

Max	11 24 26 31 42 44 46	COMPL. 22
Extra 2989130	Prochain gros lot : 50 000 000 \$ + 2 x lots de 1 million \$ (approx.)	

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ACTUALITÉS



TED ALJIBE AGENCE FRANCE-PRESSE
Quelque 800 personnes ont disparu et 650 autres sont mortes après le passage de *Washi* aux Philippines.

Une île des Philippines est frappée de plein fouet par le typhon *Washi*

Cagayan de Oro — Les opérations de secours se sont poursuivies hier pour retrouver plus de 800 disparus après le passage du typhon *Washi* sur l'île de Mindanao, aux Philippines, qui a tué plus de 650 personnes, selon la Croix-Rouge philippine (PNRC).

Washi, accompagné de bourrasques de vent atteignant 90 km/h et de fortes pluies, est arrivé vendredi soir à Mindanao. Il a provoqué des inondations dans deux villes du sud de l'archipel, Iligan et Cagayan de Oro, ainsi que dans des dizaines de villages côtiers.

Selon l'Agence nationale des catastrophes naturelles, les habitants ont été alertés du passage du typhon trois jours avant son arrivée. «*Notre centre a reçu des centaines de demandes pour tenter de retrouver des personnes disparues*», a déclaré Gwendolyn Pang, secrétaire général de la PNRC, à des journalistes.

Des militaires ont été mobilisés pour retrouver les corps et construire des cercueils, a déclaré un général de brigade, Ro-

land Amarille, qui craint la propagation d'épidémies.

La plupart des victimes viennent d'une zone pauvre de l'île, coïncée entre deux rivières. «*Environ 70 % des maisons de l'île ont été emportées dans la mer*», a dit le général Amarille.

Les maisons ont été englouties par la mer en pleine nuit.

«*Je ne peux pas expliquer comment de pareilles choses arrivent, des villages entiers ont été balayés vers la mer par des inondations subites*», a déclaré Leopoldo Galon, porte-parole de l'armée.

«*Je n'ai jamais rien vu de tel. Ça pourrait être pire qu'Ondoy*», poursuit-il, en référence à la tempête qui avait inondé la capitale, Manille, en 2009, faisant des centaines de morts.

Le maire d'Iligan, Lawrence Cruz, a expliqué que de nombreux habitants avaient été surpris par la brusque montée des eaux — plus d'un mètre en moins d'une heure — qui les a forcés à se réfugier sur les toits.

Reuters

Une autre école avec des moisissures?

Des élèves d'une école dans Villeroy souffriraient d'affections aux poumons

LISA-MARIE GERVAIS

Une autre école de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) est aux prises avec des problèmes de qualité de l'air, probablement de moisissures, a appris *Le Devoir*. En colère, des parents de l'école Saint-Gérard, dans Villeroy, accusent la CSDM de fermer les yeux sur cette situation, qui met en péril la santé de leurs enfants.

La Direction de la santé publique (DSP) s'est réunie la semaine dernière avec les enseignants de l'établissement montréalais et doit rencontrer ce soir l'ensemble des parents afin de discuter de la qualité de l'air. Plusieurs enfants de l'école et des membres du personnel souffriraient d'affections aux poumons, comme des bronchites, des pneumonies et des crises d'asthme.

Tout a commencé par un bris de tuyau qui a détrempé les murs et les planchers de l'école sur trois étages, en novembre 2010. Si des réparations temporaires ont été effectuées rapidement pour colmater les dégâts, les travaux d'une deuxième phase devaient être réalisés par la suite pour enlever les matériaux imbibés d'eau et reconstruire les locaux endommagés. Or, cet

te deuxième phase n'a été amorcée que six mois plus tard et n'est toujours pas terminée, plus d'un an après le sinistre.

La présidente du Conseil d'établissement (CE) de l'école Saint-Gérard, l'avocate Chantal Laperrière, a fait «1 + 1 = 2». «*La CSDM savait depuis juin 2011 qu'il y avait des risques de contamination. J'ai demandé trois fois s'il y avait eu des tests pour savoir s'il y avait de la moisissure. On ne m'a pas répondu et l'expert a baissé les yeux*», a-t-elle raconté, visiblement exaspérée par la situation. Son fils doit recevoir des injections de cortisone pour contrôler son asthme et sa fille a également des problèmes respiratoires.

«*Pour eux, c'est comme si ce n'était pas important qu'il y ait de la moisissure, parce que la procédure était de tout enlever lorsqu'il y avait de l'eau*», a-t-elle ajouté, en faisant remarquer que les travaux ont tout de même commencé six mois après le dégât d'eau. Selon elle, la CSDM a agi avec négligence dans le dossier.

Le comble, pour ces parents en colère, c'est que les travaux,

en plus d'avoir traîné, auraient été bâclés. Cet automne, il y a eu un transport de matériaux possiblement contaminés et du sablage de béton pendant qu'il y avait des élèves dans l'école. A la suite de plaintes concernant la poussière, la CSST est intervenue pour exiger que les locaux endommagés soient scellés et qu'aucun travail ne soit effectué en présence d'enfants. Là encore, on aurait tardé à mettre ces recommandations à exécution.

Les parents accusent la CSDM de fermer les yeux sur les problèmes

Selon la CSDM, le problème à l'école Saint-Gérard n'aurait rien à voir avec ce qui se passe dans les écoles Hochelaga et Baril, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui ont dû évacuer leurs élèves en raison de la présence de moisissures dans l'air. Le problème en serait un uniquement de poussières, lié au sablage par les ouvriers. «*Des tests de qualité de l'air ont été faits cet automne et il n'y aurait pas de problèmes*», assure le porte-parole de la CSDM, Alain Perron, sans pouvoir dire ce que ces tests ont analysé.

Par ailleurs, il se dit incapable d'affirmer hors de tout doute qu'il n'y a pas une présence de

moisissures dans l'établissement. «*Mais je ne pense pas qu'il y ait d'approximations dans nos façons de faire*», s'est-il défendu.

La secrétaire du Conseil d'établissement, Katherine Fréchette, n'en croit pas un mot. «*En allant à un concert de l'école, j'ai vu une grosse grue et j'ai interrogé les travailleurs. L'un d'eux m'a dit qu'il y avait de la moisissure et qu'ils devaient tout démolir*», a-t-elle raconté. Lors de la rencontre entre la DSP et les enseignants, la semaine dernière, la présence de moisissures aurait également été évoquée. D'autres tests de qualité de l'air seront effectués à la fin des travaux. «*C'est inconcevable. C'est maintenant qu'il faut savoir si la qualité de l'air met en danger la vie des enfants*», a insisté Mme Fréchette.

Chantal Laperrière refuse qu'on hypothèque la santé des enfants pour des questions d'argent. «*La commission scolaire me dit que son parc immobilier coûte deux milliards et qu'il lui faut déjà injecter 500 millions en réparations. Mais les trois visites de mon fils à Sainte-Justine et les enseignants retirés, ça coûte combien, ça? Ça doit certainement valoir un test de qualité de l'air.*»

Le Devoir

Des travailleuses du sexe «occupent» le Red Light montréalais

Des travailleuses du sexe ont occupé brièvement une partie du Red Light montréalais, samedi, pour marquer la 9^e journée internationale de lutte contre la violence qu'elles subissent.

Les militants pour les droits des travailleurs du sexe s'étaient donné rendez-vous en milieu de matinée à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de la rue Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal. Ce rassemblement, qui

réunissait surtout des femmes, visait aussi à dénoncer la criminalisation du travail du sexe.

Des membres du groupe de défense Stella ont allégué que, chaque jour, plusieurs femmes qui exercent dans la rue sont victimes de violence. Le risque grimpe si ces femmes sont d'origine ethnique différente, transsexuelle ou travestie.

Le gouvernement conservateur a été montré du doigt par les manifestantes. Selon elles, le gou-

vernement fédéral s'oppose à la décriminalisation simplement parce qu'il n'est pas en mesure de protéger les travailleurs du sexe.

La directrice générale du groupe Stella, Emilie Laliberté, soutient que le gouvernement Harper combat l'idée de la décriminalisation surtout parce qu'il considère qu'il n'a pas le devoir d'assurer la protection des travailleurs et travailleuses du sexe. Elle ajoute que, ce faisant, il les empêche de s'organiser et d'avoir accès à

des lieux de travail qui pourraient être plus sécuritaires.

Une partie des demandes s'adressaient aussi au gouvernement provincial et même, dans une certaine mesure, aux municipalités. Pour le groupe Stella, la suspension de l'application des lois criminalisant le travail du sexe aiderait à mettre un terme à plusieurs situations difficiles.

La Presse canadienne

porter

raffinée sur toute la ligne

Confort loin de votre foyer.
30 % de rabais sur nos vols.

Prenez l'air dans le plus grand confort. Économisez sur tous nos tarifs de base. Réservez avec le code FOYER avant le 20 décembre 2011.

30%
DE RABAIS

Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code FOYER

Voyagez d'ici le 29 février 2012. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 30 %.

Les tarifs aller simple incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 18 par jour	HALIFAX 2 par jour	ST. JOHN'S	SAULT STE. MARIE	SUDBURY	THUNDER BAY	WINDSOR	TIMMINS À partir du 16 janvier
106 \$*	148 \$*	174 \$*	158 \$*	151 \$*	155 \$*	144 \$*	145 \$*
CHICAGO	MYRTLE BEACH À partir du 16 février	NEW YORK	VERMONT	BOSTON	Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.		
191 \$*	233 \$*	145 \$*	170 \$*	191 \$*			

* Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

** Ces tarifs ci-dessus aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

flyporter.com

ÉDITORIAL

Universités

Montagne
vs centre-ville

En l'espace de cinq ans à peine, on aura rêvé pour l'îlot Voyageur du meilleur et assisté au pire. Deux universités s'y sont imaginées développant pour leurs étudiants, Montréal, la société, le Québec, alouette, une vision gagnante. L'UQAM, on le sait, a lamentablement perdu. L'UdeM vient de remporter la deuxième mise. Autopsie d'un échec revampé.

Li n'est inscrit nulle part que, dans le monde universitaire francophone montréalais, la montagne reluque le centre-ville de haut, mais chacun sait, sent, décode cette forme de hiérarchisation des établissements qui a de tout temps placé l'Université de Montréal au-dessus de sa petite sœur UQAM. Au nom de quels critères d'ailleurs flotte un certain mépris sur une compétition qui devrait être saine? On ne le sait plus trop: l'ancienneté, la nature de la mission, la composition des clientèles, la hauteur des moyens.

C'est dans ce contexte de rivalité que s'inscrit l'arrivée célébrée en grande d'un campus de l'Université de Montréal en pleine zone uqamienne. Samedi, *Le Devoir* titrait avec à-propos «L'UdeM s'installe à l'UQAM». Quel pied de nez spectaculaire, en effet, de l'ainée à la benjamine: l'École de santé publique Norman-Bethune sera logée là où, il y a six ans à peine, l'UQAM développait avec une vision malheureusement très embrumée un ambitieux projet universitaire à saveur sociale et culturelle.

L'îlot Voyageur de l'UQAM était pourtant né d'une certaine intuition et logique, même s'il est aujourd'hui sacrilège de le rappeler: la Grande Bibliothèque était sur le point d'être inaugurée dans ce quadrilatère mal famé, les étudiants de l'UQAM y allaient et venaient déjà, la rénovation de la gare d'autobus intermodale ajoutait du lustre au projet d'une faculté de droit et de science politique, d'une école des langues, d'une galerie d'art, de résidences universitaires, le tout pour résorber un important déficit d'espace.

Cet axe universitaire social a été déclassé par un puissant symbole, celui de la santé. La proximité du CHUM est venue ajouter un gallon de persuasion à des arguments économiques. En soi, l'arrivée là de cette École est une bonne nouvelle. Elle met fin, pour l'UdeM, à un fâcheux éparpillement des composantes de cette école indispensable.

Mais elle permet surtout à Québec de transformer un échec en une réussite. Le gouvernement essaie de faire oublier un fiasco financier auquel il a été associé. Il choisit de faire mousser un autre type d'ambitions universitaires: l'UdeM aura bientôt quatre campus en région métropolitaine, au rythme où elle galope. En plus de la montagne, elle se trouve maintenant au centre-ville, à Laval et bientôt sur le site de la gare de triage d'Outremont.

Un même espace, deux universités, deux visions distinctes. L'UdeM emporte la mise avec éclat. Placée au banc des coupables, l'UQAM, on dirait, n'a plus voix au chapitre. Elle espère sans doute pouvoir proposer aux responsables du Quartier de la santé sa collaboration avec son axe de santé sociale développé avec succès dans son Complexe des sciences, tout juste à côté... Une collaboration serait souhaitable. Et l'administration actuelle ne pourra éternellement payer les faux pas du passé.

Que retiendra-t-on de la saga de l'îlot Voyageur? Que la confusion règne en matière de développement immobilier universitaire. Concurrence, intérêts particuliers et guerres de clans semblent toujours prendre le pas sur un développement réfléchi. Or le contribuable, appelé à éponger les fiascos et payer les nouveautés, n'aime pas la confusion.

machouinard@ledevoir.com

Répression en Syrie

La barbarie

Le duo Poutine-Medvedev a signé la surprise de la semaine. Peu après que Human Rights Watch (HRW) eut détaillé par le menu comment Bachar al-Assad et ses sbires ont élaboré un système de répression dans le but d'étendre la terreur à toute la Syrie, le Kremlin, principal allié jusqu'ici d'Assad, s'est empressé d'annoncer la présentation d'un projet de résolution auprès des membres du Conseil de sécurité. Fait singulier, les auteurs de ce projet renvoient dos à dos les autorités gouvernementales et les manifestants, les bourreaux et ceux qui s'insurgent.

Cette demi-volte-face a deux explications. Dans la foulée des dernières élections législatives entachées par une fraude massive, le Kremlin a compris que son image déjà peu reluisante avait sombré dans la catégorie du pourrissement et que sa situation était donc intenable. Qu'il fallait donc tenter une opération susceptible d'atténuer les dommages causés par un exercice très autoritaire du pouvoir. D'où l'annonce évoquée, qui fut accompagnée la même journée par l'annonce d'une aide financière de 27 milliards de dollars destinée aux membres de la zone euro.

Si le geste posé par l'ambassadeur russe auprès du Conseil de sécurité tranche passablement avec la posture adoptée par le Kremlin depuis l'amorce de la répression, de la barbarie, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas en phase, on le répète, avec le rapport de HRW, qui ne peut

que susciter dégoût et révolte. Qu'on se le dise, outre l'usage de la torture, ordre a été donné de tuer également les mineurs qui étaient aux côtés de leurs parents dans les manifestations. L'objectif? Enraciner le sentiment de terreur dans toute la société. En fait, le niveau de violence observé par HRW dans cette contrée du monde est égal à celui constaté au Kosovo et en Tchétchénie. C'est dire.

Dans cette histoire construite avec les mots de l'abjection, il faut souligner l'incurie de l'Union européenne en général et de sa ministre des Affaires étrangères, Catherine Ashton, en particulier, championne toutes catégories de l'inaction. Absente elle a été lors des soulèvements en Tunisie et en Égypte, absente elle reste. C'est à elle, plus qu'à d'autres en Europe, que revient le mandat de faire pression sur le Kremlin pour qu'il intercède auprès d'Assad, et qu'elle le fasse? Rien, trois fois rien. C'est à se demander si la patronne de la diplomatie européenne n'a pas revêtu le costume du pathétique.

Toujours est-il qu'après neuf mois de châtiments et 5000 morts, dont des centaines d'adolescents, la Russie emprunte donc, très timidement il va sans dire, la voie du changement. De cette ouverture, il faut espérer évidemment que les autres membres agissent avec une force susceptible de convaincre le Kremlin de faire davantage. D'autant qu'il n'a échappé à personne que, gênée par la furie sanguinaire du régime Assad, la Chine s'était, sur cette question, mûrée dans le silence au cours des dernières semaines. Il faut espérer enfin que les patrons des chancelleries européennes ainsi que le président de l'UE secouent fermement Ashton pour qu'elle fasse ce pour quoi elle a été engagée.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

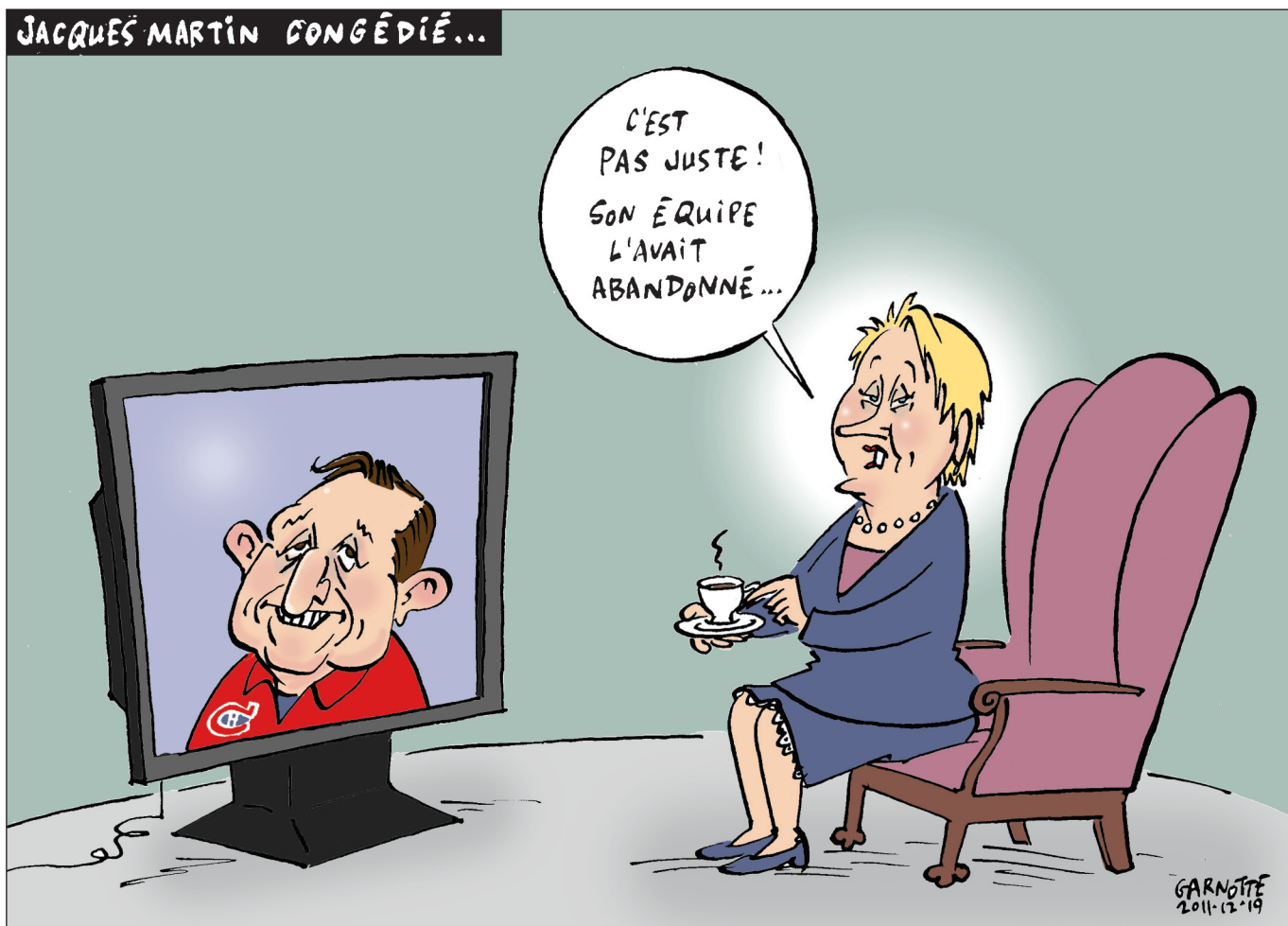
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Le chemin de fer vers
le Nord n'est pas une utopie

L'article de votre journaliste Alexandre Shields concernant l'étude de Genivar, sur la construction d'un chemin de fer de 600 kilomètres entre Schefferville et Kuujjak, laisse l'impression, comme l'étude d'ailleurs, que ce projet est peu réaliste.

Genivar étant une firme d'ingénierie très engagée dans la construction de routes et très près de l'énorme lobby du transport routier et du ciment, il n'est pas étonnant qu'elle n'ait pas souligné les avantages économiques et écologiques d'un transport ferroviaire. Il est malheureux également qu'elle ne tienne pas compte du fait que le projet du tronçon ferroviaire en question fait partie, dans le projet initial étudié par la commission parlementaire qui a proposé l'étude, d'un projet beaucoup plus vaste, le TransQuébecExpress, un projet de chemin de fer multifonctionnel de 10 000 kilomètres, conçu par des citoyens, dans le but de désenclaver tout le nord du Québec avec ses ressources, ses attraits multiples et ses communautés blanches et autochtones, et de relier l'ensemble des régions périphériques du Québec.

L'analyse de ce projet souffre du même mal que le Plan Nord. Elle est à courte vue, et quand tout tourne autour de projets d'exploitation minière dans le régime actuel, on ne peut que redouter avec raison le bar ouvert aux entreprises, et des infrastructures fournies avec ça. Mais si le Plan Nord était conçu comme l'ouverture d'un nouvel espace culturel, social, commercial, économique

et humain, on comprendrait l'importance de construire, dans cet immense territoire enclavé, une grande voie de communication terrestre multifonctionnelle et écologique.

Les voies de communication sont depuis toujours le point de départ de toute occupation territoriale, comme ce fut le cas flagrant pour la Confédération canadienne. Le déclin de la Gaspésie n'est rien d'autre que le résultat du tracé de l'Intercolonial vers Halifax par la Matapédia, au détriment du port de Gaspé. Et les régions périphériques continueront sans doute de périlcler tant qu'on ne l'aura pas compris. Tout cela manque dramatiquement de vision.

Roméo Bouchard
Saint-Germain-de-Kamouraska,
le 14 décembre 2011

Daniel Paillé
se trompe de ville

Avec Gilles Duceppe, les députés du Bloc à Ottawa défendaient les intérêts du Québec en attendant l'accès à la souveraineté, qui, bien entendu, ne peut se décider qu'au Québec. Beaucoup d'électeurs, sans être des souverainistes convaincus, se tournent vers le Bloc pour exercer une pression sur le gouvernement fédéral. Avec Daniel Paillé, le Bloc se met ouvertement au service de l'indépendance. Sans doute une telle attitude plaira à bien des membres du Bloc, mais qu'en est-il de la population? En dépit des bourdes énormes du gouvernement conservateur, l'appui à la souveraineté stagne autour de 40 %. Il faut en conclure

que la majorité des Québécois préfèrent demeurer au Canada malgré tout en espérant, peut-être, un changement de garde à Ottawa dans quelques années. Concrètement, comment le nouveau chef du Bloc entend-il promouvoir l'indépendance à Ottawa? Les quatre mousquetaires du Bloc qui persistent encore au Parlement vont-ils clamer que le Québec se séparera si le gouvernement fédéral les contrarie trop? Quelle crédibilité auront-ils? Quel dossier pourront-ils faire avancer?

Jana Havrankova
Saint-Lambert, le 13 décembre 2011

Paillé, un feu de paille?

Plusieurs disent que Daniel Paillé ne casera pas la baraque au Bloc québécois (plusieurs disaient la même chose du «communiste» Gilles Duceppe quand il a eu le dessus sur Yves Duhaime). Peut-être, mais cela m'importe peu. Je ne voterai jamais pour un parti fédéraliste à Ottawa. S'il advenait qu'aucun parti souverainiste ne soit sur les rangs, j'annulerais mon vote, tout simplement.

Des souverainistes se sont laissé tenter par le NPD aux dernières élections; j'espère qu'ils ont eu leur leçon et qu'ils reviendront au Bloc. Même si les catholiques de l'Ulster ne reconnaissent pas le pouvoir de l'Angleterre, ils votent quand même pour les leurs à Londres. Ils seraient en effet bien fous de laisser les protestants «déparler» pour eux.

Sylvio Le Blanc
Montréal, le 14 décembre 2011

L I B R E O P I N I O N

Une année horrible pour les souverainistes

CAROLINE SARAH SAINT-LAURENT

*Historienne et étudiante
au doctorat en sociologie
Saint-Donat-de-Rimouski*

A*nnus horribilis* est l'expression employée par notre reine Elisabeth II pour qualifier l'ensemble de ses déboires familiaux en 1992. L'année qui s'achève fut également catastrophique pour les souverainistes. Parlez-en aux organisateurs bloquistes ou péquistes! Tout le monde en convient, 2012 ne s'annonce guère mieux pour celles et ceux qui désirent encore faire du Québec un pays.

L'opposition au très impopulaire gouvernement Charest est divisée. Le débat puéril sur les accommodements raisonnables resurgit juste avant le temps des Fêtes. Le réalignement des nationalistes «bleus» en faveur du terne François Legault n'augure rien d'excitant en politique «provinciale». Quant à l'engouement que les Québécois semblent porter à Gilles Duceppe depuis son humiliation du 2 mai, il tient du paradoxe. Possiblement le même qui reporta René Lévesque au pouvoir moins d'un an après le premier échec référendaire.

Soyons clair. Toute nation qui se respecte aspire à fonder un État. Dans une fédération, chaque nation doit faire des compromis, parfois sur ses intérêts vitaux. Des crises ont éclaté par le passé, d'autres se produiront inévitablement à l'avenir. Pour rendre la domination de la majorité moins oppressante, les Parent, LaFontaine et Cartier ont cultivé et exploité habilement la

théorie du pacte, de la dualité canadienne. Qui a été dupe du mythe des «deux peuples fondateurs», à part les francophones?

Au Canada anglais, le Québec est une province ne nécessitant aucun statut particulier et les francophones ne constituent qu'une minorité parmi d'autres. Cette conception trouve son expression notamment dans le multiculturalisme et la Charte canadienne des droits. *What does Quebec want?* A 23 %, la «réserve française» n'est même plus une préoccupation pour le ROC et ses hauts fonctionnaires unilingues. Trente ans sans adhérer à la Constitution du pays et nul sentiment d'urgence. Autant de coups de force ou de simples ingérences dans notre vie collective qui ne justifient pas qu'on s'oublie.

Nous ne devons pas fléchir dans nos moyens comme dans nos aspirations les plus légitimes. Pourtant, de vexations en révoltes, mesures de guerre et «dernières chances» — la «vague orange» est le nouvel avatar — l'histoire politique du Québec bégaie, tourne en rond dans ses projets, son utopie républicaine. Épuisés, nos représentants délaissent le contenu pour le contenant. Le peuple ne leur fait plus confiance. Et pour cause, comme le souligne Joseph Yvon Thériault dans un texte publié par *Le Devoir*, la démocratie s'exerce de plus en plus contre la politique. Populisme de droite, populisme de gauche... L'environnement, la santé, le déficit zéro ou les accommodements raisonnables deviennent autant d'exutoires «citoyens» au reflux de la question nationale.

Soit dit en passant, la question nationale n'appartient pas seulement aux Montréalais.

André Laurendeau, par exemple, le savait et évitait la condescendance à l'égard des régions. Il y a une vie intellectuelle progressiste hors du conservatisme identitaire élitiste de certains intolérants. Leur attitude centralise et isole le mouvement national, car les principes de la liberté, les droits de l'homme, la nature et l'objet d'un gouvernement occupent tous les esprits et se discutent jusque dans le village le plus reculé de notre Québec immense. Fernand Dumont ne disait-il pas, en 1991, «la première condition pour une décentralisation véritable n'est pas d'abord de l'ordre de l'organisation ou de l'administration; elle relève de la culture»?

Mauvaise nouvelle pour le Québec français, les trois circonscriptions créées dans la couronne de Montréal ne seront jamais aussi francophones que Lotbinière, Kamouraska-Témiscouata et Matane. Le coup fatal porté à notre nationalité en région pourrait bien venir de ces jeunes issus de la classe moyenne qui partent en autobus étudier à l'extérieur en souhaitant au retour parler un anglais sans accent, c'est-à-dire sans québécoisité. La suprématie anglosaxonne impressionne toujours les moutons atteints de fatigue culturelle. Où sont les Indignés de la langue?

Tocqueville a écrit: «*Les peuples se ressentent toujours de leur origine.*» Ce que nous disons et ce que nous ferons comme Québécois témoignent d'une volonté d'en finir. En attendant notre capitulation définitive promue par les tenants de la collaboration sans condition, vivre en français est plus que jamais un acte de résistance.

IDÉES

Sommet de Durban sur le climat

De nouveaux alignements politiques en cours

RENÉ AUDET

Chercheur affilié à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM

PATRICK BONIN

Directeur climat-énergie, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

La Conférence de Durban sur les changements climatiques a produit un résultat modeste, mais néanmoins significatif. Échec ou succès, la COP17?

Si Copenhague (2009) fut le sommet des grands espoirs déçus et que Cancún (2010) fut celui de la relance du processus multilatéral, alors Durban a ouvert une fenêtre sur l'avenir probable du régime climatique et des tensions politiques qui en détermineront la forme et la force.

Devant la complexité de l'ordre du jour des négociations climatiques, il n'est jamais facile de juger le niveau de réussite d'une conférence des parties. On peut toutefois affirmer que, si les accords de Durban représentent un résultat modeste en ce qui concerne l'effort de réduction des GES, la conférence en elle-même a mis au jour les nouveaux alignements politiques qui structureront les négociations internationales et les initiatives nationales dans les années à venir.

Kyoto II

L'enjeu sans doute le plus médiatisé de la conférence a été le lancement d'une deuxième phase du protocole de Kyoto, la première se terminant à la fin de 2012. La crainte d'un «vide juridique» entre les deux phases motivait un certain nombre de pays à faire de Kyoto l'enjeu central de Durban, malgré l'absence des États-Unis et le retrait annoncé du Canada, du Japon et de la Russie, qui a pour conséquence de réduire considérablement la portée du traité.

Pour les pays en développement, l'argument principal en faveur du protocole est double. D'une part, le protocole demeure le seul outil juridiquement contraignant dont dispose la communauté internationale pour s'attaquer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, il représente la concrétisation du principe selon lequel les pays développés doivent prendre le leadership dans la lutte contre les changements climatiques.

Quant à l'Europe, qui a bâti sa politique climatique en fonction des mécanismes institués par Kyoto, elle avait aussi un certain intérêt pour son renouvellement. Toutefois, devant l'inaction de plusieurs pays développés et les promesses floues des économies émergentes, l'Europe a voulu s'assurer d'une deuxième phase flexible.

Ainsi, la décision issue de Durban ne précise pas encore la durée de vie de Kyoto II, son langage est juridiquement faible et les cibles initiales de réduction de GES des pays signataires — reprises des accords de Cancún — sont largement en dessous du seuil nécessaire pour combler le fossé nous séparant de l'objectif de limiter le réchauffement à moins de 2 °C et d'éviter les changements climatiques catastrophiques.

En effet, selon les chercheurs qui publient le *Climate Action Tracker*, en considérant les engagements volontaires pris par l'ensemble des pays à Cancún l'an dernier, nous allons «vers une trajectoire des émissions globales qui causera un réchauffement de 3,5 °C».



DAVID GRAY REUTERS

Des milliers d'édifices sont toujours chauffés au charbon en Chine, comme ici à Pékin. Tout comme l'Inde et les États-Unis, la Chine conçoit encore largement la lutte contre les changements climatiques comme un mal économique ou un facteur de limitation de la croissance.

La coalition des bonnes volontés

C'est cette éventualité qui fait frémir les pays les plus vulnérables et les petits États insulaires, qui sont gravement menacés par la multiplication des événements climatiques extrêmes et la hausse du niveau des océans, mais qui ont gagné en poids politique depuis Copenhague en faisant campagne pour le «*droit à la survie*». Prenant acte à Durban de la faiblesse du niveau d'ambition, ces pays se sont associés à l'Europe pour exiger le lancement d'un nouveau cycle devant mener à un instrument négocié qui entrerait en vigueur en 2020 et qui réunirait tous les pays émetteurs.

Cette «*coalition des bonnes volontés*» a de facto créé une dynamique positive à Durban. Derrière celle-ci, il y a non seulement l'idée de limiter les dégâts liés aux catastrophes à venir, mais aussi celle d'opérer le plus rapidement possible la transition vers des «*sociétés sobres en carbone*» ou vers une «*économie verte*», comme le formule le discours émergeant autour de la préparation du prochain Sommet de la Terre à Rio, en juin prochain.

Or, devant cette coalition des bonnes volontés, s'est posé à Durban un autre alignement politique global, à la fois inusité et puissant.

L'USIC: un alignement ponctuel ?

Dans le feu de l'action de la conférence, les ONG ont rapidement désigné ce nouvel alignement par l'acronyme «USIC», pour United States-India-China. Mais peut-être n'est-il pas si nouveau après tout: souvenons-nous de l'accord de Copenhague, cette déclaration poli-

tique sans portée juridique qui reflétait largement une négociation bilatérale entre les États-Unis et la Chine.

Les intérêts de ces pays dans les négociations climatiques sont souvent contradictoires. Sur les questions de transparence et de financement de l'adaptation, par exemple, on les voit plus souvent s'affronter que collaborer. Au niveau idéologique, les économies émergentes et les États-Unis sont aux extrémités du spectre, surtout lorsqu'il s'agit de considérer la «*responsabilité historique*» des changements climatiques et de désigner les acteurs devant «*prendre le leadership*» dans la lutte contre les changements climatiques.

Mais, paradoxalement, sur les questions centrales du niveau d'ambition des réductions d'émissions et du statut juridique du régime climatique, ces pays se trouvent à être des complices par défaut. Contraints par des réalités politiques et économiques nationales très différentes, ils conçoivent encore largement la lutte contre les changements climatiques comme un mal économique ou un facteur de limitation de la croissance.

Sans engagement ferme de leurs vis-à-vis, aucun d'eux n'acceptera des contraintes juridiques trop ambitieuses. D'où l'absence de la formule «*entente légalement contraignante*» — la plus rigoureuse en droit international — dans le mandat du nouveau groupe qui négociera la future génération d'instruments négociés pour régler les réductions d'émissions.

Alignements transnationaux

A bien suivre tout ce qui entoure une confé-

rence des parties, on comprend rapidement que ces nouveaux alignements politiques ne caractérisent pas seulement les États. Ils sont transnationaux au sens où ils reflètent également les stratégies de grands secteurs industriels et d'acteurs politiques de divers niveaux.

Ainsi, au côté de l'industrie des énergies fossiles et de ses partisans, qui s'emploient à retarder la réduction globale des émissions, se développe aujourd'hui toute une économie de la transition et des sources d'énergie vertes que l'on rencontre partout dans les corridors des conférences sur le climat.

Ce schisme est également palpable à l'intérieur même de plusieurs États-nations. Le Canada, collé sur la position américaine et obstructionniste notoire dans le processus de négociation, est facile à situer.

Le Québec, comme il l'a encore démontré avec une récente annonce sur la Bourse du carbone, manifeste quant à lui une incontestable allégeance aux principes fondant la coalition des bonnes volontés. En outre, la cible québécoise de réduction pour 2020 est équivalente à la cible européenne, et la collaboration du Québec avec les provinces et États fédérés pour renforcer, par exemple, les normes d'efficacité énergétique constitue une stratégie intéressante pour avancer en contexte d'inaction au niveau fédéral.

Toutefois, même au Québec, ce sont les choix énergétiques des prochaines années qui détermineront vraiment l'authenticité de cette bonne volonté.

Réplique

Définir la charia sans la préconiser

COLLECTIF D'AUTEURS

Le 18 novembre 2011, M. Foudil Selmoune, imam et administrateur du Centre communautaire islamique de Brossard, a accordé une entrevue à la journaliste Azeb Wolde-Giorghis, de Radio-Canada, portant sur la charia dans la religion musulmane. L'entrevue avait pour but d'éclairer et d'informer la population sur ce que représente la charia pour les musulmans. M. Selmoune a essayé de donner des réponses adéquates selon ses connaissances, sans porter de jugement ni inciter à ce que la charia soit appliquée de quelque façon que ce soit au Québec.

Le 5 décembre 2011, à la suite de la diffusion de cette entrevue, un collectif d'auteurs a vivement réagi aux propos de M. Selmoune dans une lettre publiée par *Le Devoir*. Nous avons même entendu Mme Carole Poirier, députée d'Hochelaga-Maisonneuve et porte-parole de l'opposition officielle en matière de laïcité, poser une question à ce sujet à l'Assemblée nationale du Québec.

Définir la charia

Dans leur texte, les auteurs se sont acharnés sur M. Selmoune. Ils l'ont accusé, inculpé et même condamné en public, et ce, avant de

valider ses propos dans le contexte de l'entrevue. Nous voulons dire ici que nous croyons que Radio-Canada s'est contenté de passer seulement les extraits «à sensation» de l'entrevue. Le diffuseur public n'a pas pris la peine d'inclure les questions de la journaliste pour contextualiser les propos de M. Selmoune.

Or M. Selmoune n'a jamais préconisé l'application de la charia au Québec et encore moins son enseignement au sein de la communauté musulmane. Tout ce qu'il a essayé de faire, c'était de définir ladite charia, dans une intervention qui se voulait strictement académique sur une question extrêmement sensible et délicate posée par un journaliste qui, elle, se voulait sérieuse.

C'est pour cela qu'il avait jugé nécessaire de repréciser sa pensée et de s'excuser publiquement auprès des gens qui l'auraient mal compris. Chose que Radio-Canada lui a permis de faire lors d'un deuxième reportage. Il n'en demeure pas moins vrai que cet acharnement médiatique l'a profondément blessé et a bouleversé sa famille et, avec elle, l'ensemble de la communauté musulmane du Québec.

Connaître avant de juger

Cela étant dit, nous recommandons aux au-

teurs du texte, ainsi qu'à toute autre personne qui le désire, de mieux connaître M. Selmoune et la communauté musulmane avant de porter des jugements non fondés.

M. Selmoune est reconnu au sein de la communauté pour son intégrité, son sens de la responsabilité et ses appels incessants au respect des lois du Québec et du Canada. Il s'est toujours engagé dans les activités communautaires et au sein de la société québécoise: inondations en Montérégie, collectes de sang, appui à la Mission Old Brewery, etc. M. Selmoune est aussi un fervent défenseur de la cause des femmes et du Centre Amal pour femmes en particulier; il n'a jamais cessé de dénoncer la violence conjugale.

Il reste que les signataires du texte ne font qu'aggraver les divisions et alimenter le ressentiment à l'égard des musulmans au sein de la société québécoise. Cela va à l'encontre de notre objectif commun, qui est de bâtir ensemble un Québec où les différentes communautés et composantes de la société peuvent vivre en harmonie et dans le respect mutuel.

Finalement, nous invitons les auteurs à visiter le Centre communautaire islamique de Brossard, dont les portes sont toujours ouvertes, pour rencontrer les membres de la

communauté de même que M. Selmoune, pour échanger et mieux connaître la religion musulmane et notre communauté. On pense que la meilleure façon d'éliminer les malentendus et les préjugés est d'ouvrir la porte du dialogue et d'éviter les jugements à distance et les provocations gratuites. L'avenir et la prospérité de notre Québec sont chers à nous tous et on se doit de bâtir des ponts de solidarité et d'amitié entre nos communautés, des ponts fondés sur le respect mutuel et l'harmonie sociale.

Ont signé ce texte: Alyaa Amry, Abdelmalek Boudboub, Ahmed Daoudi, Ali Chaouki, Ashfaq Ahmad, Driss Boutaleb, Essam Shawki, Hassan Assabane, Hassan Elouali, Hassan Jan, Ibrahim Hassan, Ismail Arif, Ismail Hussain, Ismaila Diop, Khalid Soubata, Mahmoud Chakiri, Marie Germain, Maryam Tetreault, Mohamed Yacoub, Naved Bakali, Noureddine Hamri, Omar Attayeb, Riad Chaouki, Saleh Kotwal, Sami Abdulbasset, Taoufik Hassan, Usman Shaikh, Yolande Tetreault, Younes Abourachid, Youssef Fawaz. Appuient ce texte: Centre communautaire islamique de la Rive-Sud (ICC), Conseil musulman de Montréal, mosquée Al-Falah (Saint-Hubert), mosquée Alhidayat (Hochelaga), Jamia Islamia Masjid (Longueuil), Amal-Centre pour les femmes et le Forum musulman du Canada.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lissa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; **information politique** : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; **information culturelle** : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; **information économique** : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Rettino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérrer (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; **PUBLICITÉ** Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Désjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire) ; **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis ; **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE** Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (reponsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

TAILLIBERT

SUITE DE LA PAGE 1

nieurs est «au centre du stratagème».

«C'est un rapport qui a plongé dans la vérité. Mais pourquoi cette vérité est-elle camouflée, préservée uniquement par des bureaux de génie? C'est ce que je ne comprends pas, ou alors, que je comprends très bien. Ce sont les pourvoyeurs de fonds de la politique», affirme-t-il.

L'aventure olympique a donc aussi été celle de «la préfabrication de la corruption», selon le célèbre architecte, toujours actif malgré ses 85 ans bien sonnés (il vient de terminer un projet au Qatar, au Moyen-Orient). «Le système s'est mis en route et tous les bureaux de génie civil ont compris comment on pouvait, dans un réservoir d'or, se servir des pièces», tranche M. Taillibert, qui ajoute: «Je travaille dans le monde arabe et je n'ai jamais senti la corruption comme ça.»

Au-delà de l'œuvre architecturale admirée ou critiquée, le Stade olympique est vite devenu, lors de sa construction pour les Jeux de 1976, le symbole d'un fiasco financier gigantesque. L'estimation initia-

le de 250 millions a littéralement explosé pour dépasser 1,3 milliard (près de 5 milliards en dollars d'aujourd'hui).

Le rapport du juge Albert Malouf, qui a présidé la Commission d'enquête sur le coût des jeux de la 21^e olympiade, a répertorié des problèmes qui trouvent des échos encore aujourd'hui: octroi de contrats douteux, manque de planification, fraude, délais, corruption, incompétence. Le juge Malouf a retracé les liens étroits entre certains contrats obtenus notamment par des firmes de génie et la caisse électorale du Parti libéral du Québec.

«Les quantas exorbitants de contributions politiques coïncident avec l'adjudication de ces contrats», peut-on lire dans le rapport Malouf.

Par exemple, entre 1970 et 1976, la firme Desjardins-Sauriol, devenue aujourd'hui Dessau, a obtenu les contrats de contrôle de la qualité des matériaux du chantier olympique. Au cours de la même période, la firme a versé plus d'un demi-million de dollars aux libéraux. À l'époque, les contributions d'entreprises étaient permises.

Le collecteur de fonds de l'époque au PLQ, Paul Desrochers, est pointé comme celui qui a donné son avis sur la sélection des firmes devant remplir

les contrats donnés généralement sans appel d'offres. «Paul Desrochers, c'était le caissier. C'est lui qui imposait les firmes», se rappelle Roger Taillibert. «La maladie est toujours en place et bien organisée. On ne donne les affaires qu'à la condition qu'il y ait un aller-retour. D'ailleurs, certains acteurs de l'époque sont toujours là», ajoute-t-il.

M. Taillibert pointe en effet en direction de certains dirigeants du PLQ, dont un ami proche du premier ministre Jean Charest.

Stopper le «bricolage»

Selon Roger Taillibert, le Québec a besoin d'une organisation indépendante qui assure le contrôle de la qualité des grands projets, avec des pénalités s'il y a des erreurs. L'architecte estime que les firmes sont actuellement juges et parties. «Comment voulez-vous que ça marche?», lance-t-il sur un ton exaspéré, montrant du doigt le projet de reconstruction du complexe Turcot, dont le coût estimé s'établit pour l'instant à trois milliards de dollars.

Quant à l'avenir des installations olympiques, qui ont fait l'objet de consultations publiques depuis l'été dernier, M. Taillibert y voit une occasion de stopper le «bricolage» qui en a été fait. Il salue le

fait que, pour la première fois depuis la création du stade, la Régie des installations olympiques (RIO) a pris la peine de le contacter afin de discuter de la situation.

L'architecte souhaiterait que son œuvre soit colorée par un éclairage qui la mette en valeur, qu'on redonne vie aux fontaines de l'esplanade et qu'un restaurant gastronomique prenne place au sommet de la tour. Ce qui importe surtout à ses yeux, c'est que le stade soit entièrement dédié aux sports ainsi qu'à de grands événements festifs.

Et le toit, dans tout ça? La question irrite quelque peu Roger Taillibert, qui n'a toujours pas digéré que ses plans n'aient pas été suivis à la lettre et que, pire, le cahier des charges ait été trituré. «J'ai des droits d'auteur et je ne laisserai pas faire n'importe quoi pour la toiture», prévient-il.

Les multiples propositions des firmes de génie qui ont été égrenées depuis 30 ans pour le remplacement du toit ne laissent aucun doute dans l'esprit de M. Taillibert. «Ce débat est devenu un jeu pour remplir le portefeuille [des firmes]. Pourquoi pas une nouvelle idée?», ironise Roger Taillibert.

Le Devoir

PATRON

SUITE DE LA PAGE 1

on soulignera que beaucoup de clichés présentent l'inconvénient d'être vrais.

Quand on jette un coup d'œil à la liste, on constate que Randy Cunneyworth est le huitième homme à prendre place derrière le banc de la plus prestigieuse équipe de hockey de l'univers connu depuis le tournant du XXI^e siècle. Il est le neuvième si l'on tient compte du fait que Bob Gainey est descendu du deuxième étage deux fois.

Voilà pour la petite histoire récente. Mais si on creuse un peu plus, on apprend, si on ne le savait déjà, que Cunneyworth est le 15^e pilote du Canadien depuis 1979, soit un peu plus de 30 ans. Les plus vieux se rappelleront avec une nostalgie légitime la stabilité qu'apportaient Dick Irvin, Toe Blake et Scotty Bowman. Mais bon, le hockey et la vie ont changé depuis. La durée est devenue suspecte: comment diable font Barry Trotz et Lindy Ruff pour que leur message passe encore devant des jeunes qui s'ennuient au bout de 10 secondes si ça ne bouge pas assez?

Pendant ces trois décennies, le Tricolore a remporté la coupe deux fois. En 1986, il a fallu que Patrick Roy garde les filets sur la tête, et accessoirement que les Oilers d'Edmonton soient éliminés en cours de route. En 1993, un improbable chapelet de 10 victoires consécutives en prolongation — plus, de nouveau, le fait que les Penguins de Pittsburgh ont trébuché avant qu'ils ne croisent son chemin — a autorisé le petit miracle. La seule apparition en demi-finale depuis lors est survenue en 2010, et, n'eût été des tours de magie de Jaroslav Halak, le parcours aurait sans doute été sérieusement raccourci. Le plus clair du temps depuis les belles années, le Canadien a montré une équipe de milieu de tableau, souvent qualifiée de justesse. On se souvient de Mario Tremblay qui, promu à la barre de l'équipe, avait déclaré que son objectif consistait à participer aux séries éliminatoires, point. On était loin de la grande époque où tout résultat en deçà d'un défilé sur la Sainte-Catherine était considéré comme un échec retentissant. On l'est encore. La dynastie des années 1970 fut véritablement la dernière occurrence des Glorieux.

La réalité, c'est que le Canadien est freiné par sa propre image, son histoire et la frénésie qu'il provoque. Il ne peut pas se permettre, au contraire d'autres équipes, de procéder à une reconstruction en bonne et due forme; ses partisans, souvent déraisonnables, ne le lui pardonneraient pas. Il ne peut pas se laisser glisser au classement pendant quelques saisons pour mettre la main sur les meilleurs espoirs et mieux rebondir. Il est sans cesse contraint de colmater les brèches et de se faire relativement compétitif. D'être au moins dans la moyenne, donc dans la course, même s'il n'entretient aucune chance de la gagner. L'exemple récent des Penguins de Pittsburgh et des Blackhawks de Chicago, et sans doute futur des Oilers, montre pourtant les vertus de la patience et illustre que la visite des bas-fonds peut annoncer un avenir radieux. Pas toujours, bien sûr, mais il faut parfois prendre des risques.

À Montréal, le navire ne coule jamais, mais il ne fend jamais l'écume non plus. Il se laisse bercer par les flots, et cela donne des changements de cap qui mènent à laisser partir Saku Koivu, Alexei Kovalev et Michael Ryder pour les remplacer par Michael Cammalleri, Brian Gionta et Scott Gomez. Pas loin du sur-place. Alors, on congédie épisodiquement le coach pour donner le change en disant que ce n'est pas vraiment sa faute, mais qu'au fond c'est sa faute.

Certes, le repêchage des juniors a connu des ratés, mais le recrutement de joueurs âgés de 18 ans est tout sauf une science exacte. Il est trop facile de dire après coup que Claude Giroux ou Jason Pominville pourraient aujourd'hui avoir le CH sur leur uniforme. Giroux a été choisi au 22^e rang, Pominville au 55^e. Des tas de clubs les ont oubliés pour se rabattre sur des joueurs qui demeurent de parfaits inconnus.

Randy Cunneyworth s'est vu accorder un poste intérimaire, quoique tous les entraîneurs de carrière vous diront qu'il s'agit de toute manière d'une fonction essentiellement intérimaire: vous êtes embauché et vous commencez à compter les jours qui vous séparent de votre «remerciement». À cet égard, au moins, on sait sur quel pied danser: il y aura une autre annonce d'un autre entraîneur avant longtemps. À moins, bien entendu, que Cunneyworth ne connaisse sa part de succès et ne maîtrise l'imparfait du subjonctif, avril venu. Les nombreux joueurs francophones de l'équipe ne pourront que l'aider en ce sens...

Le Devoir

HAVEL

SUITE DE LA PAGE 1

lettre des Huit soutenant l'invasion américaine en Irak. Prônant la morale en politique, il estimait que l'on ne plie pas devant un dictateur — Hitler, Staline ou Saddam Hussein. Et il rappelait que l'Est, où l'histoire reste si prégnante, est bien placé pour connaître le prix des lâchetés occidentales.

Un utopiste égaré en politique

Václav Havel ne s'est jamais vraiment tout à fait coulé dans ses vies successives. Perclus de contradictions, il a toujours été tiraillé entre son envie d'écriture et son goût de la politique, son plaisir (inavoué) d'être le chef et son attirance pour la solitude, loin des bruits du monde. Havel fut ainsi à la fois un introverti recherchant la compagnie des autres, un homme prompt au doute mais aussi bardé de certitudes, un bohème maniaque de l'ordre, un philosophe hanté par Faust et un utopiste quelque peu égaré en politique. At-on souvent vu un président comme lui qui, quittant le pouvoir le 2 février 2003, après une cérémonie soporifique au Parlement, finit la soirée au Rock Café de Prague?

En s'installant au Château, le siège de la présidence tchèque, Havel n'avait pas voulu se renier. Malheureux dans ce lieu sinistre décoré par les communistes, il avait accroché des tableaux modernes de ses amis et fait venir des conseillers en jeans et en queue de cheval. Il avait aussi tenu à continuer de signer avec un cœur — en vert pour son paraphe, en rouge pour le petit cœur qu'il dessinait en dessous — et, pour ses discours, il gardait un goût de l'esthétique. «J'es- saie de les écrire comme de petits poèmes: ils se doivent d'avoir un début, un énoncé et une fin, une mélodie, du jus et de l'emphase», dit-il un jour.

Alors que d'autres s'y préparent une vie entière et y pensent même en se rasant, Havel n'avait jamais vraiment voulu être président. Il l'est devenu par les hasards de l'histoire. Toujours un peu gauche et gêné, il s'est alors glissé dans les habits présidentiels, puis les a quittés avec plus de regrets qu'il ne le pensait, inquiet de son propre bilan. «L'épreuve réelle d'un homme ne consiste pas dans la façon dont il réalise ce qu'il a décidé de faire, mais dans la façon dont il réalise le rôle que le destin lui a assigné», disait-il, citant le philosophe Jan Patočka.

Les débuts

Václav Havel naît en 1936 dans la grande bourgeoisie fortunée et cultivée de Prague. La famille possède, entre autres, les fameux studios de cinéma Barrandov et de nombreux meubles dans la capitale, dont le superbe bâtiment art nouveau Lucerna. Václav a 12 ans lorsqu'éclate le coup de Prague de février 1948, le putsch par lequel les communistes prennent le pouvoir. Les biens de la famille sont saisis. Son père se retrouve employé de l'entreprise de res-



LUBOMIR KOTEK AGENCY FRANCE-PRESSE
Václav Havel salue la foule réunie sur la place Venceslas, à Prague, le 10 décembre 1989, pour célébrer la chute du pouvoir communiste et la nomination d'un nouveau gouvernement.

tauration Lucerna et Barrandov créée par son propre père. Sa mère, une Vavrecka, finira guide et vendeuse de cartes postales. «Je me demande parfois si je ne me suis pas mis à écrire et à me battre pour surmonter cette expérience d'inappartenance, d'embaras, d'exclusion, bref d'absurdité — et si je ne devrais pas la surmonter toute ma vie.»

En 1960, il tombe amoureux d'Olga, qui sera sa première épouse, une grande femme élancée au regard aigu, passionnée de théâtre. Elle l'entraîne à la Balustrade, où elle est ouvreuse. Il fait tous les métiers: machiniste, éclairagiste puis auteur... Ses pièces — *La fête en plein air*, *L'avertissement* — remportent un vif succès; il devient un auteur connu et quel qu'un qui compte au sein de trois milieux: ceux du théâtre, des écrivains et de la politique, plus exactement du grand mouvement culturel qui précède le printemps de Prague.

En août 1968, les chars du Pacte de Varsovie, l'alliance militaire des pays communistes, envahissent le pays et mettent fin au rêve tchécoslovaque. Alexandre Dubcek, qui symbolisait les espoirs d'un «socialisme à visage humain», est contraint de quitter le pouvoir. Souvent les temps sinistres de la «normalisation». Des dirigeants infodés à Moscou s'installent au pouvoir. L'un de leurs tout premiers gestes est de rétablir la censure. La presse est reprise en mains. La propagande, en laquelle plus personne ne croit, s'y déverse à nouveau. La population se replie sur la sphère privée. Commence pour Havel une vie de dissident et d'auteur joué à l'Ouest mais ininterdit chez lui.

En 1977, c'est le tournant. Avec Jan Patočka, Havel devient l'un des trois porte-parole de la Charte 77, mouvement de défense des droits de l'homme créé dans la foulée des Accords d'Hel-sinki conclus en 1976. Peu après, il connaît sa première incarcération — de janvier à mai 1977. Désormais, il est traité comme un «élément antisocialiste», menaçant le système. En octobre 1979, il est condamné cette fois à quatre ans et six mois de prison. Havel a assez peu parlé de la prison. «Une expérience incommunicable», confia-t-il un jour.

L'héritage

Quel héritage laissera-t-il? L'image idyllique du petit hom-

me timide acclamé par une foule immense, en novembre 1989, sur le balcon de la place Venceslas, s'est progressivement ternie. Il y eut notamment, en janvier 1997, le remariage jugé trop rapide de Havel, moins d'un an après la mort d'Olga, emportée par un cancer. Václav épouse Dasa Veskrnova, une célèbre comédienne de théâtre de boulevard, belle blonde de vingt ans sa cadette. Au Château, cela passe mal et on se moque de son épouse. Après son départ de la présidence, le couple part vivre au Portugal. Havel veut réfléchir à la bourrasque qui l'a emporté: dissident-dramaturge propulsé président d'un pays qui n'existe plus. Il n'écrit jamais vraiment ce livre de réflexion sur le pouvoir. Havel veut fuir le monde, mais le monde lui manque. Et le couple rentre à Prague.

Faisant son bilan politique, Havel était fier de certains gestes de réconciliation, comme ses excuses à Berlin pour l'expulsion des Allemands des Sudètes après la guerre. Mais, au titre des regrets, Havel n'aurait pu empêcher l'éclatement de la Tchécoslovaquie en janvier 1993. En partant, il a aussi laissé une scène politique déchirée par des rivalités et une société désabusée, sans illusion sur ses dirigeants. Havel lui-même ne portait pas dans son cœur son premier ministre, qui lui a succédé, Václav Klaus.

Le pire, pour Havel, c'est le «provincialisme tchèque», cette «petite mentalité mesquine» et l'anti-européanisme, prôné par Klaus et répandu en République tchèque, selon lequel l'Union européenne menace l'identité nationale. «C'est nous seuls qui pouvons nous priver de notre identité, par la dégradation de la langue que nous utilisons, par l'architecture minable que nous laissons réaliser, par le manque de respect pour le paysage culturel et pour nos monuments, [...] par la construction de nouveaux monstres de la consommation. Nous nous transformons en pays mondialisé le plus banal qui soit.» Spectateur de lui-même, Havel, qui parlait de Beckett comme d'«un dieu», aura été un président se regardant agir ou un dramaturge jouant au président. «Je me soupçonne d'être passionné par cette existence paradoxale», confiait-il.

Libération

KIM JONG-IL

SUITE DE LA PAGE 1

marqué par deux essais, en octobre 2006 et mai 2009.

Les analystes estimaient depuis quelques années que ses décisions étaient de plus en plus excentriques, telle celle de torpiller en mars 2010 une corvette sud-coréenne, causant la mort de 46 marins et entraînant une volée de sanctions. Malgré une enquête internationale, la Corée du Nord avait démenti toute responsabilité.

Certains analystes voyaient dans ces actes le fruit des effets secondaires de l'attaque cérébrale de 2008. D'autres évoquaient sa volonté d'asseoir à tout prix son plus jeune fils sur le trône du prétendant. Son état de santé a toujours relevé du secret d'Etat, tout comme sa biographie, qui s'inscrit dans la légende.

Héritier élevé dans la nomenklatura communiste, la propagande le fait naître le 16 février 1942. Une étoile et un double arc-en-ciel seraient apparus ce jour-là. Certains rapports le font naître en 1941.

La montagne où il serait né, le mont Paekdu, le plus haut sommet du pays (2 744 mètres), à la frontière chinoise, est sacrée. C'est là, dit-on, qu'est née la Corée.

En réalité, la plupart des historiens considèrent que Kim est né en Russie, dans un camp d'entraînement des partisans communistes d'où son père Kim Il-Sung a dirigé la guerre de résistance contre l'envahisseur japonais jusqu'en 1945.

Diplômé en économie politique, le jeune homme grimpe les échelons de la nomenklatura du Parti des Travailleurs de Corée (PTC) au pouvoir. Il s'occupe notamment de propagande.

Désigné comme successeur à son père, il prend officiellement les rênes du pouvoir, trois ans après la mort de Kim Il-sung en 1994.

Il a été accusé d'avoir organisé l'attentat qui a tué 17 Coréens du Sud à Rangoun, en Birmanie, en 1983, et la destruction en vol d'un avion de la Korean Airlines (KAL) en 1987 (115 morts), quelques mois avant les jeux Olympiques de Séoul.

Le «Cher leader» savait aussi très bien faire monter les enchères dans les négociations internationales entamées en 2003 pour convaincre Pyongyang de renoncer à ses ambitions atomiques.

Il a régulièrement claqué la porte de ces discussions à six pays (Corées, Chine, États-Unis, Japon, Russie) et nargué la communauté internationale en procédant à son premier essai nucléaire le 9 octobre 2006.

Dans cette partie de poker, Kim Jong-Il savait bien que l'arme suprême est une inestimable monnaie d'échange. À l'extérieur comme à l'intérieur, où la propagande se fait une loi de glorifier les capacités de défense nationales.

Le dossier est désormais entre les mains de son fils. En septembre 2010, Kim Jong-Il avait désigné son troisième fils, Kim Jong-un, comme son héritier en confiant au jeune homme d'importantes responsabilités au sein de l'Etat.

L'Agence France-Presse et l'Associated Press



AGENCE FRANCE-PRESSE
Kim Jong-un, troisième fils et successeur désigné de Kim Jong-Il

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jeanne de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Bechard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007